

4 International

Première reculade pour Donald Trump

ÉTATS-UNIS Le nouveau président voulait une nouvelle fois étendre ses pouvoirs en revenant sur l'allocation de fonds faramineux déjà approuvés par le Congrès. Des millions d'Américains risquaient d'en payer le prix mais l'indignation générale a mis fin au projet

SIMON PETITE, MIAMI

La Maison-Blanche a renoncé mercredi à imposer un gel des subventions fédérales qui auraient touché des millions d'Américains, parmi les plus démunis. Un vent de panique avait soufflé toute la journée de la veille depuis Washington, traversant les Etats-Unis avant qu'un juge bloque en fin de journée cette mesure annoncée par la nouvelle administration. Les chiffres donnaient le tournis. Les sommes concernées se montaient en milliers de milliards de dollars. Les agences gouvernementales ont reçu de nouvelles instructions pour abandonner cette mesure après l'indignation générale. L'opposition démocrate s'est réjouie de ce retrait, premier motif de satisfaction depuis la nette victoire de Donald Trump et des républicains lors des élections du 5 novembre.

La tempête s'était levée lundi soir avec la publication d'un mémorandum confus par le Bureau du management et du budget (OMB) dépendant de la Maison-Blanche. Cette direc-

tive demandait à tous les ministères et agences de Washington de suspendre les subventions fédérales d'ici à mardi, 17h. L'appareil étatique avait ensuite jusqu'au 10 février pour vérifier si ces fonds étaient conformes à la mitraille de décrets présidentiels signés par le président depuis son entrée en fonction il y a un peu plus d'une semaine.

«L'utilisation des ressources fédérales pour promouvoir l'équité marxiste, les conversions de genre et les politiques de transition énergétique est un gaspillage de l'argent des contribuables qui n'améliore pas les conditions de vie des citoyens», proclamait le texte signé par le directeur ad interim de l'OMB, Matthew Vaeth. Dans ce mémorandum, la somme de 3000 milliards de dollars était mentionnée mais sans davantage de précisions.

La faute aux médias

Pour son premier briefing à la Maison-Blanche mardi, la nouvelle porte-parole, Karoline Leavitt, affirmait que «tout était clair dans ce bâtiment, sauf pour les médias». Mais, à tra-

vers les Etats-Unis, les collectivités locales recevant des fonds fédéraux tentaient désespérément de comprendre quels programmes seraient concernés et avec quelles conséquences. Plusieurs Etats rapportaient que les sites internet de Medicaid, remboursant les soins pour les plus démunis, ne fonctionnaient plus. Durant sa campagne électorale, Donald Trump avait promis sur tous les tons qu'il ne toucherait pas aux programmes sociaux, même s'il s'agit de la première dépense du gouvernement fédéral.

Plus tard, dans la journée, l'OMB tentait de clarifier les choses. Le bureau assurait que les paiements aux particuliers, qu'il s'agisse d'aide alimentaire ou de remboursement de soins médicaux, n'étaient pas concernés. Mais la confusion régnait encore quand un juge est intervenue juste avant que le mémorandum entre en vigueur.

De nombreux professeurs de droit pointaient le fait que le président, hormis quelques exceptions encadrées par la loi, ne peut pas remettre en cause l'allocation de fonds déjà approu-

vée par le Congrès en vertu de la séparation des pouvoirs. Ce principe est ancré dans la Constitution. En à peine plus d'une semaine, c'est la seconde fois que Donald Trump s'attaque au texte fondamental des Etats-Unis, testant les limites de ses pouvoirs déjà étendus. Un de ses premiers décrets présidentiels prévoyait de révoquer le droit du sol, qui permet à tout enfant né sur le territoire états-unien d'en acquérir la nationalité. Cette tentative a aussi été rapidement bloquée par un juge.

Le réveil des démocrates

Le gel des subventions fédérales a provoqué un réveil des démocrates, jusqu'ici sonnés par le feu roulant de décrets présidentiels. Pour la première fois depuis le retour du milliardaire républicain à la Maison-Blanche, l'opposition a vu une ouverture. «Même si la tactique de Donald Trump a échoué, nous savons qu'il en trouvera d'autres et nous devons nous battre pour défendre les familles américaines», a réagi mercredi Chuck Schumer, le chef de la minorité démocrate au Sénat, sur le

réseau X. La Chambre haute doit prochainement confirmer Russ Vought, le directeur de l'OMB, et inspirateur de ce gel des subventions. C'est aussi lui qui avait cordonné le Projet 2025, la feuille de route ultra-conservatrice de

«Nous devons nous battre pour défendre les familles américaines»

CHUCK SCHUMER, CHEF DE LA MINORITÉ DÉMOCRATE AU SÉNAT

la Maison-Blanche aujourd'hui appliquée à la lettre par le président.

Malgré cette première reculade, le président poursuit son travail de sape de l'Etat fédéral. Mardi, selon l'AFP, il a promis des indemnités jusqu'à fin septembre aux fonctionnaires qui démissionneraient. Cette offre a été confirmée par Elon Musk,

qui préside un département chargé de réduire les dépenses publiques. Justifiant sur la chaîne CNN le gel des subventions publiques, Stephen Miller, le directeur adjoint du cabinet de Donald Trump, estimait que le gouvernement devait «prendre le contrôle de l'Etat» et que «l'écrasante majorité des 2 millions de fonctionnaires est de gauche».

La Maison-Blanche a aussi suspendu lundi plusieurs officiels de l'Usaid, l'agence chargée d'administrer l'aide américaine à l'étranger. Ils sont accusés d'obstruction. Pour l'aligner avec les priorités de Donald Trump, cette assistance est aussi suspendue depuis la semaine dernière, à quelques rares exceptions comme les fonds pour Israël et l'Egypte. Sur ce front, la résistance est moins vive aux Etats-Unis mais les critiques viennent de l'ONU et des organisations humanitaires. Mardi, le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a toutefois élargi les exemptions. Il a assuré que des aides d'urgence en matière d'abris ou de médicaments continueraient à être financées en plus de l'aide alimentaire. ■

«En Iran, la génération Z est irrévérencieuse, jusqu'au-boutiste»

MOYEN-ORIENT La journaliste Delphine Minoui a publié un ouvrage, «Badjens», qui raconte de l'intérieur la révolution féministe «Femme, vie, liberté» en cours en Iran. «Le Temps» l'a rencontrée lors de son passage à la Société de lecture de Genève

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD

«Femme, vie, liberté». Le mouvement né en Iran après la mort de la jeune Mahsa Amini en septembre 2022 a transformé une partie de la société iranienne. Journaliste franco-iraniennne au Figaro, écrivaine, Delphine Minoui a longtemps couvert pour Le Temps la République islamique, qu'elle connaît de l'intérieur. Elle s'est elle-même intéressée de près au mouvement et y a consacré un livre, *Badjens* (Editions du Seuil, 2024), dont elle a parlé mardi à la Société de lecture de Genève. *Le Temps* l'a rencontrée.

Le mouvement «Femme, vie, liberté» a fasciné par le courage, la détermination de celles qui l'ont porté. Dans votre roman, «Badjens», le monologue intérieur d'une adolescente de 16 ans, qu'avez-vous voulu raconter? La mort de Mahsa Amini, en septembre 2022, en raison d'un voile mal porté a été un électrochoc. Les très nombreuses manifestations qui en ont résulté ont été un vrai réveil. Mais elles ont aussi montré une continuité de la résistance et de cette révolution invisible des femmes qui a commencé en 1979 au moment où les ayatollahs ont pris le pouvoir, imposé la République islamique et décrété, au regard de la loi islamique, que la femme ne vaut que la moitié d'un homme, qu'elle n'a pas les mêmes droits devant un tribunal, qu'elle n'a pas accès à certains métiers, dont celui de juge, qu'elle ne peut pas chanter ou danser en public. Pour survivre, les femmes ont dû entrer en résistance de manière souterraine à travers la création de journaux féminins, d'ONG. Il y a eu un militantisme derrière le voile et les murs. Je rends hommage à toutes ces femmes qui ont semé de petites graines et qui se sont battues avec acharnement pour l'égalité.

Des graines qui bourgeonnent aujourd'hui avec «Femme, vie, liberté»? Oui, le mouvement est une continuité de tous ces efforts sous une forme beaucoup plus audacieuse et courageuse. La résistance jusqu'ici intérieure a débordé vers l'ex-



Une femme sans hidjab montre un signe de victoire lors d'une manifestation en réaction à la mort de Mahsa Amini. (TÉHÉRAN, 1ER OCTOBRE 2022/ANONYMOUS/MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP)

térieur. On a toujours dit qu'en Iran, les femmes faisaient ce qu'elles voulaient à l'intérieur de leur maison, avaient des soirées animées, se maquillaient. Et puis il y avait l'extérieur, où elles se comportaient de façon plus conforme aux règles imposées. Cette schizophrénie disparaît.

Les filles arrachent désormais leur voile, se coupent les cheveux en public, font des pichenettes sur les turbans des mollahs, se filment en selfie en train de danser. Elles déplorent que le régime ait voulu les invisibiliser. Et leur riposte claque sous la forme d'un slogan très présent au



«En dépit de la répression, il suffit d'un événement pour que la contestation redémarre»

début des manifestations, qui dit: «Je me ferai nue jusqu'à ce que tu perdes la vue». C'est beau, puissant, poétique.

Certaines femmes ont pourtant cru à la révolution... Depuis des générations et des décennies, les femmes se sont efforcées de repousser les limites du possible. Il y a eu la génération de femmes qui ont soutenu la révolution de 1979, certaines par idéal religieux, d'autres par idéal démocratique. Elles ont fait confiance aux ayatollahs, mais ceux-ci ont piraté la révolution. Mes copines en Iran me disent toutefois que si l'esprit révolutionnaire a été kidnappé, il est resté dans les mentalités. Malheureusement, la génération d'après a subi les diktats politiques et religieux, puis toute la martyrologie en lien avec la guerre Iran-Irak, par laquelle le guide suprême Khomeiny a imposé un contrôle strict sur la société.

Et après la guerre Iran-Irak (1980-1988)? Il y a eu la reconstruction économique. C'est elle qui, indirectement, va pousser les Iraniennes à exiger des réformes de l'intérieur avec l'élection du président réformiste Mohammad Khatami en 1997. Quant à ma génération, elle est celle de l'entre-deux, entre la révolution et aujourd'hui. C'est celle de l'enfance sacrifiée, brimée, qui va saisir l'opportunité des réformes sous Khatami pour revendiquer une forme de liberté. Le Mouvement vert en 2009 voulait aussi changer

le système de l'intérieur. Mais ceux qui le menaient se sont sentis trompés quand le guide suprême Ali Khamenei leur a imposé un conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, qui n'avait pas remporté l'élection. Ce faisant, le pacte tacite entre le régime et la société a été rompu. Or les Iraniens avaient jusqu'ici le sentiment qu'ils n'étaient ni dans une démocratie, ni dans une dictature de type Bachar el-Assad. Chacun y trouvait un peu son compte. Ce furent les prémices de ce qu'on voit aujourd'hui, un ras-le-bol général, un sentiment de trahison, un dégoût envers le régime.

Si la révolution est dans les têtes, où peut-elle mener? La population a atteint, au fil des dernières années, une maturité politique exceptionnelle bien plus avant-gardiste que dans tous les autres pays arabo-musulmans du Moyen-Orient. En Iran, il y a une fibre qui vibre au sein de la société civile, des journaux ont remplacé les partis politiques, des prisonnières continuent à plancher sur des projets de future Constitution, même derrière les barreaux. C'est une révolution qui n'est pas cantonnée aux couches intellectuelles, aux centres urbains. Elle concerne aussi les bourgades reculées, différentes ethnies, les jeunes, les vieux. Ce sont des graines plantées il y a des années qui bourgeonnent. En dépit de la répression, il suffit d'un événement pour que la contestation redémarre.

Dans votre livre, «Badjens», qui signifie «effrontée, espieuse», a la possibilité de quitter l'Iran mais elle veut rester pour provoquer le changement. Comment l'expliquez-vous? Bien que biberonnée à la propagande dans les écoles, à l'université, la génération Z est différente. Elle est coupée du monde en raison de la censure, mais elle est totalement connectée avec le monde grâce aux réseaux sociaux, au VPN, aux chaînes Telegram. Ce n'est pas, comme le dit le régime, une américanisation ou une occidentalisation. La génération Z me fait penser à Rousseau et à Voltaire. Elle aspire à l'universalité des droits humains. Elle est irrévérencieuse, jusqu'au-boutiste. Elle utilise la joie comme une véritable arme. C'est une pulsion de vie contre la mort institutionnalisée par un régime qui veut nous mettre dans des cercueils. ■

INTERVIEW